

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°196bis : Fac simulé paru en août 2008



Pour l'Emancipation Sociale!

Edito paru dans
le numéro de juillet 2008

Penauds, polis et pitoyables

Inexorablement, la machine sarkozyste à privatiser, à déréglementer les marchés, à démanteler les acquis sociaux, poursuit son œuvre destructrice. Si elle a semblé un moment grippée et tourner à vide au début du printemps, après la déculottée de l'UMP aux élections municipales, elle est repartie de plus belle au cours de ces dernières semaines. Sans rencontrer de réelle résistance.

Nouvelle version du vieil adage « diviser pour régner », la tactique du gouvernement consiste à multiplier les chantiers, ouvrant ainsi autant de fronts, qui contraignent ses « opposants » à se disperser. Les voilà contraints à saucissonner la chétive conviction qui leur reste encore ! Quand sont lancés à peu d'intervalles un programme de suppressions massives de postes dans l'Education nationale, une nouvelle régression des régimes de retraite, l'asphyxie des chaînes publiques de télévision pour que puissent prospérer les chaînes privées, un nouveau train de déremboursement des soins médicaux, la privatisation de La Poste, etc, « l'opposition » politique et syndicale ne peut plus « opposer » à chacune de ces offensives qu'une dérisoire petite rondelle d'indignation.

Très occupé par ses conflits internes et peu enclin à contester des objectifs qui seraient en gros les siens s'il était au pouvoir, le PS ne dénonce que la méthode : le style hussard et le rythme frénétique. Quant aux organisations syndicales, en multipliant les « journées d'(in)action » ponctuelles, épuisant et démobilisant leurs troupes, elles ont en définitive accompagné la démarche gouvernementale tout en faisant mine de la désapprouver. Ce qui a permis à Sarkozy de plastronner devant les cadres de l'UMP en déclarant : « Désormais, quand il y a une grève, on en parle même plus ! ». Thibaud, Chérèque, Mailly et Aschiéri ont répondu en chœur que c'est très vilain de les traiter ainsi. Penauds, polis et pitoyables. Il est vrai qu'il leur était difficile d'adopter une autre posture face à un Président qui a fort bien résumé une stratégie qui est la leur autant que la sienne. Sans doute n'avaient-ils pas prévu que le matamore de l'Elysée oserait les humilier en rendant publique cette stratégie commune, honteuse pour eux, mais glorieuse pour lui.

Sarkozy leur avait déjà fait perdre la face en les roulant dans la farine dans une autre circonstance: sous couvert d'une loi censée garantir leur sacro-sainte représentativité, le gouvernement a imposé par la loi des dispositions autorisant les entreprises à faire travailler leurs salariés jusqu'à 48 heures par semaine. Puis le pouvoir s'en est pris sauvagement au temps de travail des cadres qui vont devoir trimer comme jamais. Là, les cris d'horreur des dirigeants de la CGC ne semblaient pas feints, mais dérisoires quand même. Ignorent-ils vraiment que le capitalisme n'est plus dans une phase où un Bergeron pouvait, lui, sauver une certaine cohérence -ainsi que sa dignité- en trouvant toujours du « grain à moudre » dans une négociation ?

Pour les travailleurs, c'est clair : la stratégie syndicale dominante est désastreuse. S'ils veulent défendre ce qui reste d'acquis sociaux, et en conquérir de nouveaux, ils ne pourront compter que sur eux-mêmes : sur leur propre détermination, leur propre capacité à se mobiliser, à s'organiser et à lutter. Seul un mouvement de grèves massif et de longue durée pourra faire cesser cette politique de casse dont le caractère de classe n'est plus à démontrer tant il est devenu évident.

SARKO insiste :

On a des syndicalistes

FOR-M-I-DA-BLES !



Défaite du journalisme indépendant

Ci-dessous, une intervention de Denis Robert sur son blog (nous l'avons publié dans notre numéro de juillet 2008). Denis Robert renonce et jette l'éponge face à Clearstream. Le journalisme et la démocratie subissent une défaite écrasante. La publication de ce texte vise à rappeler que le combat pour la liberté d'expression est un combat permanent et à quel point il peut être difficile. En alertant nos lecteurs, il s'agit aussi pour nous d'apporter une petite contribution à l'organisation d'un soutien moral et financier (voir le blog <http://lesoutien.blogspot.com>) à Denis Robert.

Ce texte est ma dernière intervention publique à propos de Clearstream. J'ai pris la décision de refuser toute interview liée à la chambre de compensation luxembourgeoise et de ne plus l'évoquer sur Internet, dans les journaux, à la radio, à la télévision.

Cette décision est douloureuse mais réfléchie. Je la prends après ma lourde et incroyable condamnation pour diffamation (pour un montant de 12500 euros) par le tribunal de Bordeaux suite à des propos vieux de deux ans et plutôt modérés⁽¹⁾ sur le fonctionnement de cette multinationale qui officie dans plus de cent pays, dont quarante paradis fiscaux.

Cette condamnation pour laquelle j'ai fait appel intervient le jour de la dernière audience civile du tribunal de Luxembourg où Clearstream me réclame 100 000 euros en réparation des 421 exemplaires vendus de Clearstream l'enquête dans le Grand Duché. Plus de 237 € par livre⁽²⁾. C'est aussi le jour où le Parquet de Paris demande, dans son réquisitoire supplétif, mon renvoi en correctionnelle pour recel d'abus de confiance et recel de vol de documents bancaires en déformant d'une manière particulièrement malhonnête la réalité de mes enquêtes⁽³⁾.

Je jette l'éponge.

C'est une victoire de Clearstream, de ses avocats, de ses juristes, de ses dirigeants, des banquiers de son conseil d'administration. Une victoire de la censure.

En écrivant "Révélation\$" ou "La Boîte noire" avec le soutien de Laurent Beccaria, aux éditions des Arènes, en réalisant avec Pascal Lorent et Canal plus les dissimulateurs ou l'affaire Clearstream racontée à un ouvrier de chez Daewoo, je ne pensais pas en arriver à cette extrémité. A ce K.O. Je n'imaginai pas subir ce harcèlement et cette entreprise de déstabilisation. Je suis entré dans un cercle vicieux : plus Clearstream m'attaque plus je me défends, plus je me défends plus je prends des risques.

Je me suis battu pendant vingt ans pour la construction d'une justice européenne. J'ai toujours écrit pour informer l'opinion de l'intégration croissante du crime organisé dans les circuits financiers et les processus de décision de nos sociétés mondialisées. Depuis mon tra-

vail à Libération à la rédaction de l'appel de Genève ou par mes autres livres et films, j'ai essayé d'informer le public de ce qui se passait dans les coulisses du pouvoir et de la finance clandestine. Mais la partie est devenue trop dure et inégale.

J'ai entrepris ce travail de journaliste avec mes moyens, ma bonne foi. Je le paie cash. Un peu trop. J'ai passé des centaines d'heures à filmer des témoins, recouper des informations, éplucher des listes de comptes, forcer les barrages des secrétaires et des attachés de presse, envoyer les lettres recommandées, questionner des banquiers ou des PDG. J'ai toujours évité les compromissions quand beaucoup de mes détracteurs parmi les journalistes ne connaissent du travail d'investigation que les rendez vous discrets avec les commissaires des RG, de la DST ou les avocats.

J'ai réalisé une enquête de première main, avec des dizaines de témoins différents. Huit ans de ma vie. Nous avons remporté de belles victoires, repoussé plusieurs dizaines d'assauts de banques russes, luxembourgeoises ou de Clearstream devant les tribunaux français, belges, canadiens, suisses et même à Gibraltar.

Mais ce n'est plus possible.

Ma confiance envers la justice et les hommes qui ont à juger de mes écrits s'est émoussée. Les tribunaux sont plus sensibles à l'air du temps et au harcèlement juridique d'une société aux moyens inépuisables, qu'à l'examen des faits. Je suis condamné par des magistrats qui, la plupart du temps, ne connaissent des mécanismes financiers que leur livret de Caisse d'Épargne.

Aujourd'hui en expliquant que des clients douteux se servent de Clearstream comme "d'un poumon à la finance parallèle", je prends le risque d'être poursuivi. Et condamné. Alors que je peux prouver que des milliers de comptes sont ouverts chez Clearstream dans des paradis fiscaux qui abritent des milliards d'euros. C'est injuste. C'est ainsi.

J'ai le sentiment d'être plus poursuivi et sanctionné en écrivant sur la délinquance financière que si je faisais une apologie du nazisme ou du viol de la vie privée. Au bout d'un moment, cela n'a plus de sens, sinon, celui de donner du travail à l'avocat et aux juristes de Clearstream.

Mon blog est surveillé. En écrivant au jour le jour les fragments de cette histoire, je m'expose trop. Je livre des éléments qui ensuite se retournent contre moi et alimentent des procédures de plus en plus longues et coûteuses. Chaque jour, le chargé de communication de la firme s'y connecte et fait son compte rendu aux avocats de Clearstream. Ce dernier message est donc d'abord pour eux. Vous ciblez vos attaques sur moi, en évitant de poursuivre les auteurs qui publient des livres tout aussi accusateurs, les articles qui s'étonnent de la réputation de vos clients et de certaines de vos pratiques ou même l'Autorité des Marchés Financiers qui met en cause votre opacité. Il vaut mieux s'en prendre à un seul. Je suis celui qui a révélé votre existence. Je dois payer. Voilà, messieurs, vous allez gagner du temps. C'est la dernière fois que vous aurez à lire mes réflexions. Comment dites-vous déjà? "Obsédé, falsificateur, conspirationniste..." Je suis las de lire ces mensonges à longueur d'assignations.

Vous voulez me détruire et me ruiner. Vous vous servez de tout ce qui traîne pour me faire une sale réputation. Peut-être y parviendrez-vous. Peut-être pas.

Vous vouliez que je me taise. Je me tais. C'est paradoxal à l'heure où la jurisprudence européenne tient les journalistes pour "les chiens de garde de l'Information". Et où "Millenium" triomphe en librairie. Un million de lecteurs se passionnent pour cette trilogie et les aventures de Blomqvist, en butte à la délinquance financière. Mais dans la vraie vie, les Blomqvist ont des enfants, des fins de mois et parfois le blues.

De nombreux procès restent en suspens et une commission d'enquête parlementaire européenne est toujours possible. A tous ceux qui m'accompagnent dans ce travail, aux centaines de journalistes qui envoient un message et leur carte de presse pour ma défense, aux magistrats spécialisés qui écrivent des attestations en ma faveur, aux députés français et européens qui me soutiennent, à mes avocats, aux 300.000 internautes qui suivent ce blog, au comité qui m'aide à payer les frais de justice, je dis "merci et persévèrez". Le combat continue, même si je dois me taire.

Denis Robert

Je laisse les clés de mon blog à quelques amis qui tiendront, s'ils le désirent,

la chronique non autorisée du capitalisme financier.

Pour ceux que ma défense intéresse, je vous invite à régulièrement jeter un œil sur le blog du comité de soutien <http://lesoutien.blogspot.com>

(1) *Le tribunal de Bordeaux me dénie le droit de mettre en avant le témoignage d'un responsable informatique de la firme qui a attesté effacer les traces de virements de transactions portant sur des sommes importantes. Régis Hempel a maintenu ses accusations en 2002 et 2003 devant une mission d'enquête parlementaire, face à nos caméras, lors des procès en diffamation qui m'ont été intentées. La seule fois où il est revenu sur ceux-ci remonte à 2001 face aux policiers luxembourgeois. Il n'avait, justifiait-il, pas confiance en la justice de son pays. Les magistrats de Bordeaux ont pourtant retenu cette audition pour trancher en ma défaveur. L'article en cause est à lire sur le site du comité de soutien.*

(2) *Clearstream préfère jouer à domicile. La firme n'a pas bougé en France où le livre s'est vendu à près de 20.000 exemplaires malgré une interdiction le lendemain de sa sortie.*

(3) *Le réquisitoire supplétif du Parquet de Paris indique que ma thèse serait fondées sur des "microfiches détournées" et viserait "l'utilisation de la chambre de compensation à des fins mafieuses par des organisations russes, à des fins de corruption par des industriels et enfin pour le financement d'opérations spéciales par les services secrets français..." Les magistrats parisiens ajoutent: "Les recherches sommaires menées à la suite de la parution de cet ouvrage devaient amener la constatation de l'inanité de ces accusations." "Révélation\$" décrit le fonctionnement d'un service interbancaire devenu en trente ans un monstre informatique, domicilié au Luxembourg. Sur la base d'un fichier de clients, le livre révèle l'existence de comptes non publiés. Les microfiches n'ont servi qu'à retracer une transaction entre une banque mafieuse anglo-pakistanaise (la BCCI) et la Banque générale de Luxembourg.*

Je n'ai jamais parlé d'organisation (s) mafieuses russes mais j'ai démontré qu'une banque russe -la MENATEP- dont le dirigeant est en prison et contre qui nous avons gagné tous nos procès (24 au total) avait un compte non publié et non rattaché à un compte principal publié dans Clearstream.

Je n'ai jamais évoqué de corruption par des industriels mais j'ai révélé le fait avéré aujourd'hui que des multinationales comme Siemens, Unilever, Shell ou le groupe Accor y avaient des comptes illégaux.

Le paragraphe sur les services secrets ne représente que dix lignes dans un livre de plus de 400 pages. Le sigle DGSE n'était pas celui des services secrets, mais appartenait à la Banque de France, qui s'en servait pour intervenir anonymement sur les marchés financiers.

Quant à "l'inanité" de mes accusations, aucune enquête n'a été menée par la justice en particulier française. Mon livre "La boîte noire" est sorti un an plus tard et a développé et creusé mes thèses. Clearstream a perdu le procès qu'elle m'a intenté sur ce livre. Nous sommes en appel. Une mission d'information parlementaire a repris mon travail, comme des dizaines de journalistes (Nouvel Obs, Inrocks, Canard enchaîné, AFP, Libé, Point, France Inter, France 2. Nous butons depuis le début, avec cette affaire Clearstream, sur le mur judiciaire des paradis fiscaux qui empêchent toute investigation sérieuse.

Lorsque nous avons publié - dans notre numéro de juillet 2008 - le communiqué du Syndicat de la Magistrature reproduit ci-dessous, la mobilisation contre le fichier Edvige n'en était qu'à ses débuts.

Depuis, une pétition sur internet recueille de nombreuses signatures; vous trouverez un lien y conduisant sur le site acontre-courant.info où figurent également des informations complémentaires sur le sujet.

« La vie des autres », avec EDVIGE

(Communiqué du Syndicat de la Magistrature)

Un décret publié le 1er juillet 2008 au Journal officiel institue un nouveau fichier dénommé EDVIGE, organisant le fichage généralisé et systématique de « toutes personnes âgées de 13 ans et plus » « ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui joue un rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif ». En clair, tous les citoyens ayant un jour souhaité s'investir pour leur cité.

Il est également prévu de fichier tout individu, groupe ou organisation dont l'activité est susceptible de troubler l'ordre public et de permettre aux services de police d'effectuer des enquêtes administratives pour l'accès à certains emplois ou à certaines missions, sur la base des éléments figurant dans le fichier EDVIGE.

L'enregistrement des données à caractère personnel n'a aucune limite, ni dans le temps ni dans son contenu, puisque pourront être répertoriées toutes les informations relatives aux fréquentations, au comportement, aux déplacements, à l'appartenance ethnique, à la vie sexuelle, aux opinions politiques, philosophiques et religieuses, au patrimoine, au véhicule etc..

Si le décret du 14 octobre 1991 permettait déjà aux Renseignements Généraux de récolter et détenir des informations sur les personnes majeures impliquées dans le débat public, EDVIGE étend considérablement le champ des données collectables, comme les motifs justifiant le fichage.

En effet, il s'agit aujourd'hui d'informer le gouvernement sur des individus engagés et non plus de lui permettre d'apprécier une situation politique économique ou sociale.

Malgré les recommandations du Conseil de l'Europe et les nombreuses réserves de la CNIL concernant ce fichier, le gouvernement fait le choix d'adopter un mode de recensement des populations particulièrement attentatoire aux libertés et au respect de la vie privée.

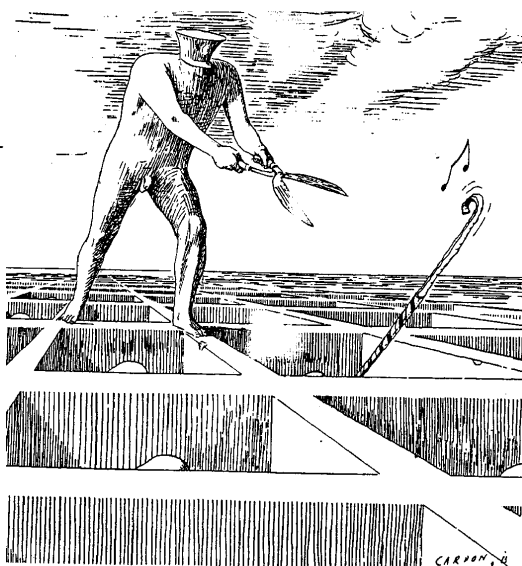
De même que la rétention de sûreté a vocation à prévenir d'un crime hypothétique, EDVIGE pourra avoir vocation à se prémunir contre toute forme d'opposition.

En effet, comment ne pas rapprocher EDVIGE (on s'interrogera au passage sur le choix d'un prénom féminin) d'un contexte autoritaire plus global qui remet en cause l'indépendance des médias, comme celle de la Justice, et qui mène une lutte permanente contre les acteurs du mouvement social ?

Cette dimension nouvelle du fichage politique introduit, au prétexte toujours bien commode de l'ordre public, un moyen puissant de dissuasion de toute forme de contestation ou d'opposition citoyenne.

Le Syndicat de la magistrature appelle à la mobilisation contre la mise en place de ce fichier d'inspiration anti-démocratique et examinera toute forme d'action juridique pour empêcher sa mise en oeuvre.

Syndicat de la Magistrature, jeudi 3 juillet 2008



Le texte ci-dessous est paru sous forme d'édito dans notre numéro de février-mars 2008. Il met en cause les organisations qui ont accepté de participer au "Grenelle de l'environnement". Sur un ton badin, c'est un problème sérieux qui est posé : l'obstination avec laquelle la plupart des associations écologistes refusent de voir que nous sommes en système capitaliste et que son fonctionnement et ses règles sont impitoyables.

Le "Grenelle de l'environnement" n'est pas le seul échec des écologistes. Dans un texte que vous trouverez dans les deux pages suivantes, Fabrice Nicolino lance le débat sans détour : "Nous avons échoué, soyons sérieux. Il faut le dire, il faut l'écrire, il faut même le proclamer" affirme-t-il à propos des écologistes de France Nature Environnement. C'est pour contribuer à ce débat que nous avons publié intégralement l'analyse de Fabrice Nicolino dans notre numéro de juillet 2008.

Edito publié dans notre
numéro de fév-mars 2008

Un cocufiage en règle

Fin octobre dernier, à Paris, s'est déroulé un événement à portée historique-mondial, bien que relevant aussi du carnet mondain : les épousailles de l'écologie et de l'économie, de Mme la Terre avec Monsieur le Capital. Baptisé « Grenelle de l'environnement », il avait été soigneusement préparé par des semaines de concertation entre les représentants des deux partis, MEDEF en tête d'un côté, associations, organisations et mouvements écologistes de l'autre. Et la cérémonie avait été célébrée en grande pompe par Bouffon Imperator* en personne, sous le haut patronage de Saint Nicolas Hulot, et couvert comme il se doit par les médias unanimes pour en souligner l'importance en tirant des salves d'éditos tous plus louangeurs les uns que les autres.

Certes, certains esprits chagrins avaient déjà fait remarquer alors que Monsieur le Capital avait soustrait du contrat de mariage certains éléments importants de son patrimoine. Il n'avait été question ni de sortir du nucléaire (pas question de peiner EDF et Areva) ni de dire non aux agrocarburants (pas question de pénaliser la FNSEA), bien au contraire. Ainsi, les déchets nucléaires étaient-ils d'emblée autorisés à continuer à s'entasser en polluant la planète pour les siècles des siècles ; tandis que les agrocarburants réputés « verts » devenaient la réponse de choix au réchauffement climatique, et ce alors même qu'ils constituent une catastrophe écologique potentielle au regard de laquelle on finira par regretter celle générée par l'usage des combustibles fossiles.

Les mêmes esprits chagrins faisaient aussi remarquer que les termes du contrat de mariage étaient souvent remarquablement flous quant aux obligations imposées à Monsieur tout en restreignant souvent les prétentions de Madame. Ainsi donnait-on la priorité au recyclage des déchets ménagers sur leur incinération... tout en autorisant la construction de nouveaux incinérateurs, à condition de prouver que c'est « un ultime recours ». Quant à la taxe carbone, le seul engagement était d'en « étudier la création ».

Dans ces conditions, il était prévisible que Monsieur le Capital reprenne rapidement ses mauvaises habitudes contractées lors de sa longue vie antérieure de célibataire, sans considération aucune pour ses engagements bien faibles envers sa nouvelle conjointe. Le tout avec la bénédiction de l'Etat, pourtant garant en principe du respect des engagements matrimoniaux. Ainsi, au mépris des promesses faites, de multiples projets de construction ou d'extension d'autoroutes (autour de Bordeaux, à travers les Landes, à travers la Moselle pour rejoindre Luxembourg, autour de Grenoble, à travers la Haute Savoie, entre Chartres et Tours, etc.), pour certains antérieurement abandonnés, sont mis ou remis sur la table par les DDE (directions départementales de l'équipement). Quant au projet de loi visant à interdire la culture des OGM, il vient d'être parlementairement modifié, en première lecture, en loi autorisant cette culture par le Sénat. Gageons que l'Assemblée nationale, qui doit l'examiner début avril, aura à cœur de bétonner cette nouvelle autorisation à polluer notre environnement.

Bref, moins de quatre mois après son mariage, Mme la Terre est bel et bien cocue ! Et, avec elle, tous les naïfs garçons d'honneur écologistes qui avaient tenu sa traîne lors de la cérémonie de cet automne. Ils ne restent plus qu'à pleurer avec elle sur sa vertu outragée.

* Cf. Alain Brossat, *Bouffon Imperator. Les cent (premiers, hélas) jours du Bouffon morbide*, Editions Ligne, 2008.



Fin mai, Fabrice Nicolino a publié le texte ci-dessous sur son blog. Un pavé dans la marre, qu'il lance à l'occasion des 40 ans de France Nature Environnement.

FNE et toutes les organisations écologistes sont en échec, affirme Nicolino. Nous faisons le même constat, et sur un ton aussi vif (voir, par exemple, sur la page précédente, notre édito sur le Grenelle de l'environnement «*Un cocufiage en règle*»). C'est pourquoi nous publions volontiers ce texte dérangeant, déjà paru dans le notre n°196.

Reste à trouver les causes d'un phénomène qui ne touche pas seulement les organisations écologistes. Comme nous le suggérons dans notre édito de juillet 2008 (publié en première page de ce fac similaire), le constat d'échec peut être fait également pour les partis et syndicats formatés par le système capitaliste et ses institutions. Car, pour eux également, il n'est «*pas question de mordre la main qui [les] nourrit* ».

Sur les causes, il n'est pas sûr nous soyons totalement en accord avec Fabrice Nicolino. Quand il veut reconstruire un mouvement en partant «*à l'assaut du ciel, pour la restauration du monde vivant*», on aurait plutôt tendance à partir à l'assaut... du système. Mais il faudra que le débat se poursuive pour y voir un peu plus clair. C'est d'ailleurs ce que souhaite l'auteur qui «*demande de diffuser ce qui est bel et bien un appel à tous les réseaux* » et souligne: «*Je ne prétends pas avoir raison, mais je suis certain que nous avons besoin d'un grand débat*».

40 ans mais plus toutes ses dents

L'autre jour, assemblée générale d'une association de journalistes dont je suis membre, les Journalistes pour la nature et l'écologie (JNE). Pour l'essentiel, j'y ai fait le pitre avec l'un de mes compères, Marc Giraud, auteur de plusieurs livres très plaisants, dont *Le Karma-Sutra des demoiselles* et *Calme plat* chez les soles (les deux chez Robert Laffont). Ce sont des livres qui racontent des histoires étonnantes sur la sexualité des bêtes. Eh oui, quoi.

À un moment de l'assemblée, j'ai entrepris Thierry Jaccaud, lui aussi JNE et par ailleurs rédacteur-en-chef de la revue *L'Écologiste*. Sur quel sujet ? Celui-là même que je vais vous exposer. En un mot, le mouvement écologiste et de protection de la nature, en France, est dans une situation de faillite.

De quand date ce mouvement ? De 1969. Avant cette date, le discours sur la nature et sa protection était la propriété privée des vieilles barbes et des sociétés savantes. Depuis la fin du 19ème siècle jusqu'à l'après 68 en effet, il y a eu monopole. Seuls les scientifiques, les naturalistes - et quelques poètes déjà chevelus - ont pu, ont su évoquer le sort de la planète et de ses équilibres naturels. Il n'y a pas l'ombre d'un reproche. Le reste de la société était occupé ailleurs.

Survient mai 1968. Survient du coup une génération en rupture avec ses aînés. L'écologie, très présente dans la culture underground des États-Unis tout au long des années soixante, devient chez nous une force intellectuelle et bientôt sociale. Cette même année 1968 se crée la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), qui deviendra en 1990 France Nature Environnement (FNE). Les professeurs y font toujours la loi, mais cela ne va pas durer.

Cela ne dure pas, car le réel se manifeste enfin. Décrété en 1963, notre premier parc national, celui de la Va-

noise, est menacé en 1969 d'une amputation sauvage, pour faire plaisir aux promoteurs d'une station de ski. Tel est le point de départ, le point zéro. Des centaines de milliers de personnes signent une pétition portée par une partie notable du tout jeune mouvement de mai. Et les bagarreurs gagnent, contre l'État.

Le combat pour la Vanoise dope toute une série de grandes associations régionales, à commencer par la Frapna, mais aussi Bretagne Vivante (alors Sepnb) ou Alsace nature. À cette époque, la plupart des militants sont de jeunes enthousiastes, antinucléaires et, osons le gros mot, anticapitalistes. Presque tous, au fil des ans, feront le choix de la longue marche dans les institutions.

Je ne juge pas, je vous le jure. Confrontées à une menace qu'elles analysaient mal, les associations ont tout misé sur la concertation, la discussion et le rapprochement, dût-il parfois être difficile. Ils ont cru de bonne foi que la France était le cadre nécessaire et suffisant, que la création du ministère de l'Environnement en 1971 était une bonne nouvelle, que leurs partenaires locaux finiraient par jouer le jeu dès lors qu'ils auraient suffisamment été informés. Mais ils se sont lourdement trompés.

Pendant des décennies, et jusqu'à aujourd'hui, des milliers, des dizaines de milliers de bénévoles ont investi les structures officielles les plus abstruses : les commissions départementales d'hygiène, des sites, des déchets, des carrières, que sais-je ? Ils se sont engloutis, la machine les a intégralement digérés. Parallèlement, par un processus inévitable, et qui ne met pas en cause les personnes, les associations se sont institutionnalisées. Elles ont réclamé des subsides publics, les ont obtenus, et se sont progressivement enchaînées elles-mêmes.

Aujourd'hui, FNE fédère officiellement 3 000 associations locales, thématiques ou régionales. C'est un réseau impressionnant, mais le drame est qu'il ne sert à rien. J'entends déjà les cris, y compris d'amis, et qu'on me pardonne, mais je persiste : à rien. Je sais la quantité d'efforts consentie, ou plutôt, je l'imagine (mal). Des centaines de milliers de soirées ont été offertes en cadeau à la société, mais allons de suite au résultat, cela m'évitera d'être méchant.

En 1969, par aveuglement, nul ne comprenait. L'affaire de la Vanoise est d'ailleurs symptomatique. Le mouve-



ment naissant croyait qu'il fallait, qu'il suffisait d'aligner des victoires locales pour inverser le courant général. On gagnerait dans la montagne, puis dans la plaine, puis sur la mer, etc. La pédagogie ferait le reste. Nul ne voyait la nature des forces en présence, et le caractère connecté, écosystémique, global des menaces sur la vie.

Ce mouvement s'est alors engagé dans une impasse totale, en traitant

Au sommaire des derniers numéros d'ACC

chaque jour avec des acteurs inconscients, mais imposants, de la destruction du monde. Et ces derniers ont gagné, car ils étaient la force, tandis que le mouvement s'est enlisé, épuisé, avant de s'arrêter au bas d'une côte qu'il ne montera jamais.

Qui oserait me dire que la situation générale est meilleure qu'en 1969 ? Qui ? Nous sommes passés d'une situation inquiétante à un état du monde angoissant. Tous les grands équilibres - de la planète, pas de notre minuscule pays - sont proches d'un point de rupture qui peut nous mener au chaos général. Et FNE continue de siéger, impavide, dans toutes les structures que l'État, son financier principal, lui désigne. Je viens de lire une « lettre » de FNE à notre président Sarkozy sur les biocarburants, que je juge déshonorante pour nous tous (ici). Usant de tournures alambiquées, ce texte, qui aborde la question de la faim de manière incidente, ne réclame même pas l'arrêt des subventions françaises à cette industrie criminelle. Nous en sommes là ! Pas question de mordre la main qui vous nourrit.

Bien entendu, ce bilan calamiteux ne se limite pas à FNE. Un jour peut-être, la véritable histoire du WWF sera écrite. Et ce jour-là, la surprise sera au programme, croyez-moi. Car cette association internationale financée par l'industrie n'aura cessé de chercher et de trouver des accommodements avec les pires transnationales. Par exemple en osant « vendre » à la société l'idée d'un usage soutenable du bois tropical. Ou du soja. Ou des biocarburants. Cette politique-là est simplement scandaleuse, et tout le monde se tait. Mais pas moi.

Disant cela, je n'oublie pas que d'authentiques écologistes, dont certains sont des amis, travaillent pour le WWF. Je ne les cite pas, car je ne veux pas les mettre dans l'embarras. Et je ne souhaite pas même qu'ils quittent l'association, car ils y font malgré tout un travail utile. Mais enfin, regardons les choses en face : le WWF accompagne la marche à l'abîme des sociétés humaines et du vivant.

Greenpeace ? J'ai été membre du Conseil statutaire de ce groupe pendant des années. Ne me demandez pas ce que c'est, car je l'ignore. Pour moi, cela signifiait participer à des réunions inutiles, une à deux fois par an. Ce qui me reste de Greenpeace, c'est que j'y compte des proches, à commencer par ma chère Katia Kanas, présidente actuelle en France. Et alors ? Et alors, Greenpeace a suivi une pente redoutable, et peut-être inévitable. Les sociologues qui étudient l'histoire des associations parlent classiquement de deux phases. La première, dite « charismatique », est celle des fondateurs et de l'exaltation. La suivante est celle de « l'institutionnalisation ». Nous y sommes.

Pour ce que j'ai pu voir, Greenpeace n'est plus. Les cinglés de 1971 voguaient à bord du Phyllis Cormack en direction de l'Alaska, pour y occuper le site des essais nucléaires américains. Ceux d'aujourd'hui gèrent la manne du fundraising, méthode éprouvée pour récolter du fric auprès de millions de donateurs. Certes, et ce n'est pas rien, Greenpeace ne dépend ni de l'État ni de l'industrie. Mais ses cadres supérieurs, souvent recrutés par petite annonce hors du mouvement écologiste, sont des cadres supérieurs. Et Greenpeace-France est une PME de l'écologie, tristement incapable, par exemple, de mener la bagarre pourtant essentielle contre les biocarburants. Dieu sait pourtant que je les y ai invités !

Toutes les tendances de cette écologie officielle, plus quelques autres que je n'ai pas le temps de citer, se sont retrouvés à la table de Borloo et Kosciuko-Morizet l'automne dernier. Je veux parler du Grenelle de l'Environnement, bien sûr. À cette occasion, le mouvement a montré où il en était, c'est-à-dire au même point qu'en 1969. C'est-à-dire bien plus bas en réalité. Car c'est une chose de croire au Père Noël quand on est un gosse qui découvre le monde. Et une autre quand on approche des quarante ans.

Ce mouvement aura bientôt quarante ans, en effet, et c'est le mien. Ma famille. Je ne suis pas partisan de la table rase, qui n'est que fantasme. Mais d'évidence, il est temps de faire un bilan. Selon moi, il est limpide : nous avons échoué, tous, à empêcher l'emballement de la machine à détruire la vie. Il est donc certain que les moyens utilisés ne sont pas adaptés au seul objectif qui vaille. Je ne crois pas, en effet, qu'on puisse se contenter de risettes de Borloo, de bises de Kosciucko et de passages à la télé. À moins que je sois le roi des imbéciles, et que personne ne m'ait prévenu du changement de programme ?

Nous avons échoué, soyons sérieux. Il faut le dire, il faut l'écrire, il faut même le proclamer. Sur cette base-là, essentielle, il s'agira de reconstruire un mouvement différent, plus fort, plus conquérant, partant avec ceux qui le voudront à l'assaut du ciel, pour la restauration du monde vivant. Je vous lance donc, je me lance aussi, bien sûr, un appel au sursaut. Arrêtons la dégringolade. Ouvrons les yeux, fermons la télé, et osons dire cette évidence que le roi écologiste est nu. Pour commencer.

Fabrice Nicolino

[auteur, notamment, de "La faim, le blé et nous", dénonciation des biocarburants parue chez Fayard]

Dans les numéros 194 et 195 nous avons publié un texte de Gérard Deneux sur mai 68; son titre : "*Mai-juin 68, la centralité ouvrière*", laisse deviner que Gérard Deneux ne traite pas le sujet comme on pu le traiter les zozos médiatisés, genre Cohn Bendit.

A propos de mai-juin 68 nous avons mentionné dans la page "*Rencontres et Lectures*" du n° 195 que, sur le site acontrecourant.info, un lien renvoie à une analyse d'Alain Bihl intitulée : "*Mai-juin 68 en France : l'épicentre d'une crise d'hégémonie*". La longueur de ce texte, et nos petits moyens, ne nous ont pas permis de le publier dans la version papier d'ACC.

Par contre, nous avons fait paraître dans les numéros 195 et 196 un texte d'Alain Bihl sur les salaires. Riche en données chiffrées qui reflètent les évolutions des revenus sur plusieurs décennies, cette analyse fournit aussi la voie à suivre, évoquée dans le titre : "*Pour gagner plus, il faut lutter plus !*".

Dans les numéros 193 et 194 nous avons repris une étude de Philippe Mühlstein - membre du conseil scientifique d'ATTAC - consacrée au problème de "*l'énergie, des transports et de l'effet de serre*", insoluble en système capitaliste. L'auteur y décrit ce qu'il appelle "*l'impasse néolibérale*". (ce texte a été signalé par le "Monde Diplo" dans sa rubrique la "Revue des revues").

Nous signalons régulièrement à nos lecteurs où en sont les luttes anti-nucléaires. Dans notre numéro 195 le sujet occupe deux textes sur 3 pages : "*Pour un futur sans nucléaire*" et "*Le règne des faux culs*" qui dénonce l'hypocrisie de certains élus Meusiens et Haut-Marnais (conseillers généraux et parlementaires) face au référendum local organisé il y a deux ans.

La défense des hôpitaux de proximité, une description des tenants et aboutissants de la crise des "*sub-prime*" - crise du capitalisme -, les rapports entre le cinéma et les pouvoirs publics, la mascarade des 35 heures, ont aussi fait l'objet d'articles dans les colonnes des numéros 194, 195 et 196 (parus de mai à juillet 2008).

Nous nous engageons à fournir gratuitement une copie d'un ou plusieurs de ces articles à tout nouvel abonné qui nous en fera la demande.

L'article ci-dessous, que nous avons publié dans notre numéro 196, a été rédigé par des militants d'Alternative Libertaire Alsace. Il complète bien l'article de Gérard Deneux paru dans les n° 194 et 195 et aborde certains aspects qui sont analysés longuement dans un article intitulé « *Mai-juin 68 en France : l'épicentre d'une crise d'hégémonie* » rédigé par Alain Bihl (que vous pourrez lire sur internet en utilisant un lien figurant sur les site acontrecourant.info)

Mai 68 : obscurité d'un évènement mis en lumière

Comme à chaque anniversaire de Mai 68, l'intense activité éditoriale et audiovisuelle surf sur l'image d'Épinal de la grande fiesta étudiante et ne nous permet pas de saisir le caractère réellement subversif des évènements de Mai., cette pseudo-révolution en temps d'opulence. En plaçant cette année 1968 dans son contexte, on peut pourtant dessiner les contours d'un mai 68 qui fut aussi ouvrier, et suffisamment révolutionnaire pour pousser le pouvoir gaulliste à préparer l'intervention de l'armée.

1 - La crise ?

Une explosion libératrice...

A partir de l'iconographie et de la prose novatrice et ludique des trublions situationnistes ou « provo » néerlandais, ce « joli moi de mai » prend souvent à nos yeux l'allure d'un magma informe de luttes, de contestations sans queues ni têtes et de libération culturelle et sexuelle révélant un hédonisme narcissique, emblématique de cette fameuse génération soixante-huitarde. On a donc cultivé la vision de cette année de fête, où la portée politique semble totalement absente, ou réduite à la simple contestation d'un pouvoir gaulliste vieillissant, par des gens qui prendront ensuite le pouvoir, au mépris de leurs idéaux révolutionnaires (combien de fois nous ressort-on les Dany Cohn Ben-Dit, Serge July, ou autres Kouchner ?).

Le conflit des générations, sorte de crise d'adolescence d'une jeunesse qui n'a pas connue les privations sévères de la guerre et de l'occupation, tient donc lieu d'interprétation politique. Il est donc d'autant plus facile de se servir de cet événement pour porter un discours démagogique, moraliste et autoritaire. C'est oublier un peu vite que cette explosion culturelle festive porte en elle des aspirations d'autant plus subversives et révolutionnaires qu'elle dénonce un pouvoir autoritaire et oppressant propre à cette période d'apogée du fordisme.

... dans un capitalisme étouffant.

Le fordisme triomphant après la crise de 1929 mise sur le développement des marchés intérieurs pour écouler des productions industrielles de plus en plus massives et standardisées, d'où la nécessité de maintenir un bon niveau de vie pour l'essentiel de la population : salaires élevés, systèmes de redistribution de richesses (sécurité sociale, retraite, etc.). Cette politique systématisée en France en 1945, se fait dans le cadre d'un État national renforcé par ces prérogatives sociales et économiques, et qui cultive donc un culte de la communauté nationale qu'illustre bien l'effigie du général De Gaulle. L'essentiel des travailleurs et des travailleuses voyant leurs revenus grimper, les principales forces de contestation

(PCF, SFIO...) acceptent ce compromis fordiste que proposait le gaullisme. La bourgeoisie supporte un poids financier important en contribuant à ces systèmes de répartition des richesses et au renforcement du poids de l'appareil d'État. Pour maintenir un taux de profit suffisant, elle doit donc développer au maximum la mécanisation de la production et, de fait, elle transforme l'ouvrier en un simple auxiliaire de la machine, soumis à des cadences de plus en plus contraignantes, dont le travail est dévalorisé. Les qualifications professionnelles deviennent donc souvent superflues et la majorité des ouvriers ne se sent pas reconnue pour ses compétences et ses diplômes professionnels. On est donc, dans les années 1960, en train de réaliser pleinement la parabole des « Temps modernes ».

Un modèle en crise.

Et c'est bien contre ce capitalisme étouffant et contre le pouvoir patriotique et autoritaire de cet État providence, que se révolte la jeunesse. La lutte des ouvriers de Rhodiaceta en 1967 illustre parfaitement l'aspiration à la liberté et à la dignité de cette jeune génération ouvrière, mieux payée qu'auparavant, dans cette usine moderne que l'on cite en exemple, mais étouffés par une organisation quasi militaire du travail, le minutage de chaque geste, une surveillance oppressante, un rythme mécanique épuisant et le déclassement que représente ce travail pour des ouvriers éduqués et diplômés.

La fin des années 1960 et les années 1970 voient se développer ces conflits qui ne portent plus simplement sur les salaires, l'emploi et tous les moyens de subsistance, mais qui développent la revendication de dignité ouvrière, de liberté individuelle et collective, voir d'auto-organisation, comme dans le cas de LIP en 1973. C'est bien ce modèle du « travailles, consommes et tais toi », que l'on conteste en filigrane. Ce modèle fordiste va donc tomber sous les coups de la contestation ouvrière, de la crise pétrolière (74-75), mais surtout du poids financier important qu'il faisait peser sur les épaules de la bourgeoisie, qui devait mécaniser toujours plus et augmenter encore les cadences pour espérer maintenir ses profits tout en finançant les systèmes de redistribution des richesses ainsi qu'un appareil

d'État dont le rôle de contrôle social et de répression démontre son utilité en mai 68.

2 - Révolte anti-autoritaire ?

De Gaulle, l'épouvantail de 68!

Ainsi, ce que l'on veut cacher derrière l'interprétation de l'explosion hédoniste et individualiste, c'est le fait que l'éclatement des aspirations individuelle, les désirs de liberté, sont des aspirations réellement subversives, porteuses d'un message révolutionnaires à l'encontre de l'autorité, personnifiée par De Gaulle. Les caricatures sont nombreuses et le vieux président à l'intonation pompeuse prend un peu facilement sur son dos la responsabilité des affrontements. Là aussi, on oublie un peu facilement que la personnalité de ce majestueux président, qui a su donner à la République qu'il représentait tout le caractère sacré et « royal » que l'actuel président jette sous les « casse-toi pauvre con », fut la parfaite incarnation d'un modèle d'autorité, de domination que cette société s'obstinait à imposer. Car De Gaulle, c'est le père de la nation, c'est le sauveur (de 1940 à l'Algérie), c'est un président « au dessus des partis », une autorité morale autant que politique... en bref, c'est le patriarche ! De même, la France gaulliste reproduit ce modèle dans ses rapports à l'étranger : le paternalisme colonial, la grandeur française qui l'amène à repousser l'impérialisme américain... pour mieux imposer l'impérialisme français (conception nationaliste de la construction européenne et de la mise sous tutelle économique des ex-colonies). Et c'est bien cette forme de domination patriarcale que l'on rejette alors sous ses différentes formes.

La fin du père-président.

Ce type d'autorité politique est celui hérité de la République du XIX^e siècle, basé sur des fortes personnalités charismatiques (Gambetta, Thiers, Jaurès, Clémenceau...), accédant au pouvoir grâce à leur capacité à incarner une idée, une population, à donner une image (image très travaillée d'ailleurs). Loin de s'appuyer sur du rationnel, de l'idéologique, cette autorité s'appuie sur quelque chose qui tient plus du sacré ou du spirituel. Le grand

homme politique est un sauveur ! On vote pour lui comme on va à la messe... Mais cette forme d'autorité est en crise dès 1914, dès que les grandes idées et les grands personnages doivent affronter, dans l'imaginaire des citoyens (et pas encore des citoyennes !) les monceaux de cadavres et la boue des tranchées. Ce ne sera ensuite qu'une longue compétition de propagandes de plus en plus perfectionnées pour trouver de nouveaux sauveurs suprêmes, rebaptisés *Führer*, *Duce*, *Caudillo*... s'exerçant dans la surenchère face à un ennemi déshumanisé, diabolisé, face au mal absolu judéo bolchevique. Décidément, De Gaulle était un homme du XIX^e siècle, et les présidents suivants, ne pouvant plus jouer ce rôle pompeux de patriarche supérieur, inventeront petit à petit, maladroitement, des formes de communications jouant plus sur la proximité avec la population que sur sa supériorité. D'un Giscard qui s'invite dans votre cuisine au *story telling* à l'américaine (adopté tant par Sarkozy que Royal ou Bayrou), la technique s'est juste perfectionnée.

La crise des dominations rapprochées.

Face à la destruction des communautés traditionnelles (villageoises, religieuses...) qu'opère petit à petit le capitalisme et le mode de vie urbain qu'il induit, les aspirations individuelles prennent progressivement plus de place, deviennent légitimes et s'expriment. Les dominations traditionnelles, dites « rapprochées »⁽¹⁾, en souffrent naturellement. Il devient de plus en plus intolérables, pour les domestiques, de vivre et travailler sous le même toit que leur « maître ». Il devient de plus en plus intolérable, pour les femmes, d'accepter l'emprise totale que représente le régime matrimonial traditionnel. Il devient de plus en plus intolérable, pour les jeunes, de supporter la contrainte physique à l'école (le châtement corporel autant que le régime sévère de l'internat). C'est ainsi que les femmes mariées, devenues citoyennes en 1944 seulement, accèdent au marché bancaire et au marché du travail (1965) de façon autonome (c'est-à-dire sans avoir besoin de l'autorisation du mari).

Ces dominations rapprochées supposent la proximité du dominant et du dominé, la contrainte physique (parfois de façon brutale). Elles doivent bientôt céder du terrain face aux aspirations individuelles et libertaires, qui iront jusqu'à des revendications d'ordre sexuel (« jouer sans entraves » ou la « libre disposition de son corps »), justifiant la contraception (1967), puis l'avortement (1974). Quel que soit le domaine, l'autorité construite durant des siècles sur le modèle de l'autorité paternelle, est en crise dès les années 1950 : le maître d'école, le « mandarin » de l'université, le patron paternaliste... le président. C'est toute l'idéologie qui supporte ces dominations, l'ordre moral judéo-chrétien, qui est attaquée.

3- Du grand soir à l'alternative.⁽²⁾

Révolte anti-autoritaire.

Les événements de mai 68 relèvent totalement de cette crise des autorités traditionnelles. Ils prennent pied dans une université agitée depuis plusieurs années par les luttes anti-impérialistes qui refusent l'emprise qu'entendent imposer les USA au Vietnam, comme dans le reste de la planète. Si la fac de Nanterre est occupée le 22 mars, c'est en protestation contre la répression qui touche les militants arrêtés le 20 mars suite à une action anti-impérialiste contre une agence American Express à Paris. Et c'est ensuite que se met en place le cycle : action – répression – solidarité et remobilisation élargie – action – répression, etc.

La brutalité de la répression est sans aucun doute une des causes de la rapide propagation du mouvement. Au-delà de l'émotion suscitée, c'est bien parce que la violence des autorités n'apparaissait plus légitime, que leur nature oppressive était mise à nu et qu'elles étaient incapables de se justifier face aux critiques, que l'agitation est devenue mouvement. L'administration et les autorités policières se sont trouvées impuissantes face à ce mouvement déconcertant, ne se laissant pas encadrer, sans revendications matérielles qu'on puisse satisfaire immédiatement. Le spectacle d'un pouvoir visiblement débordé par la mobilisation fait également tomber bien des inhibitions. « *En un instant, écrira Lefort, l'on découvre que la prétendue nécessité de la soumission est fondée sur un rapport de force et que ce rapport de force peut être inversé.* »⁽³⁾

En fait, 68 n'est pas le début, mais le débouché d'une crise des autorités dont De Gaulle, comme Pétain déjà, n'est que l'un des avatars, accroché à une vision archaïque de la vie politique et sociale. La nuit des barricades du 10 mai est primordiale : mise en valeur de la répression, donc de l'autorité sous sa forme brute, délégitimée. Cela entraîne la première réaction unitaire de la population en soutien aux étudiants.

Révolution dans la révolution.

Dès lors, les événements s'enchaînent, hors de tout schéma de type léniniste, dépassant largement les poids lourds de la gauche (PCF – CGT, SFIO, PSU) qui n'auront de cesse de remettre le couvercle sur la marmite, déconcertant les groupuscules (trotskistes, maoïstes...) incapables de comprendre à quel point ce mouvement sort des schémas théoriques. L'historien Jacques Baynac, alors militant du Comité d'Action Travailleur - Etudiant de Censier, parle de « révolution dans la révolution »⁽⁴⁾. Le 3 mai, lors de la première émeute au moment de l'évacuation de la Sorbonne par les CRS, quasiment tous les militants révolutionnaires sont au commissariat et dans les fourgons de la police. Ce sont les passants, spectateurs, étudiants et rive-

rains qui lancent les premiers pavés !

Par la suite, le mouvement se développera sous la forme de comités d'action dans les lycées, les facs, les usines, les quartiers... malgré l'opposition de certains (PCF, CGT surtout) et le noyautage d'autres (trotskistes, maoïste). C'est la forme même du parti politique qui est invalidé : on ne rassemble pas tous les partisans d'une idée pour prendre le pouvoir, on s'organise à la base, formant un *melting pot* de structures concourant à une révolution qui passe d'abord par la mise en place de contre-pouvoirs. Loin d'un grand soir mystique, digne du jugement dernier, qu'envisageait le léninisme, la révolution alors juste amorcée se concevait plutôt comme la construction d'une alternative (des contre-pouvoirs dans tous les domaines de la société) aptes à détruire le pouvoir lui-même.

La lente agonie du stalinisme.

Non seulement le pouvoir gaulliste est remis en cause mais les « institutions » de l'opposition (directions syndicales et PCF) le sont aussi, faisant émerger d'autres forces qui tentent vainement de se poser en alternatives, reproduisant le schéma habituel (CFDT, PSU, groupuscules trotskistes ou maoïstes...). N'oublions pas que le PCF, dès son tournant stalinien à la fin des années 1920, a imposé un style, renforcé par son prestige de parti de la résistance, très autoritaire. Et naturellement, en 68, le soutien affiché par le PCF et la CGT contre la répression le 13 mai ne masque pas l'inquiétude de ces derniers lorsque des grèves avec occupations éclatent en dehors de toute consigne syndicale. Dès lors ceux-ci se



démèneront pour canaliser la mobilisation et éviter ainsi qu'elle n'échappe à leurs griffes de deux manières. Tout d'abord en évitant soigneusement tout lien concret avec les étudiant-e-s (par exemple en refusant l'accès aux usines). Ensuite en cantonnant la contestation ouvrière à de simples revendications salariales ou techniques appelant une négociation.

Là aussi, ces organisations, qui tien-

nent plus de l'institution d'opposition que de l'organisation ouvrière, seront fortement contestées, dans le milieu étudiant, mais même dans les usines où se montent des comités d'action (Citroën Balard, Peugeot Sochaux, Sud aviation Nantes, CEA Saclay, etc.). Pourtant l'énorme espoir de changement social suscité par mai-juin 68 poussera de nombreuses personnes à rejoindre des organisations politiques et syndicales par la suite, et beaucoup privilégieront les plus grosses : CGT et PCF. Paradoxalement, c'est quand ces organisations sont les plus contestées dans leurs stratégies que leurs rangs grossissent le plus. Il faudra attendre que la déception touche cette génération militante 10 ans après pour que le stalinisme décline enfin. Les sursauts nombreux, du programme commun de 1981 au référendum contre le TCE en 2005, ne seront que des électrochocs passagers pour réanimer un mouvement dont le cadavre encombre toujours la voie de l'émancipation sociale.



4- La fin d'une société de domination ?

Les effets de 68 ?

Si 68 fut autant une contestation de la domination patriarcale que des autorités institutionnelles, Sarkozy a raison : l'héritage de mai 68 ne peut être digéré par la droite et récupéré comme il l'a fait avec Léon Blum, Jean Jaurès ou Guy Môquet. Les véritables enjeux sont ceux d'une remise en cause profonde des rapports de domination, des formes d'autorité sociales qui sont celles que veut restaurer la droite actuelle (biologisation du social, prépondérance de la notion d'inné sur la notion d'acquis, légitimité de la répression face à toute question sociale, etc.)

A partir de là, de multiples stratégies sont utilisées pour brouiller la compréhension de mai 68, l'obscurcir : la *réduction temporelle* consiste à limiter l'événement au seul mois de mai ; la *réduction spatiale* circonscrit le théâtre des événements au Quartier Latin ; la *réduction sociologique* propose comme seuls protagonistes les étudiantes et les étudiants.⁽⁵⁾ Au fil des an-

niversaires, l'image de Mai 68 a été associée à la figure de l'ex-soixante-huitard exchevelu parvenu au pouvoir. Une sorte de personnage gluant, à la fois laxiste et renégat. Une bonne partie de la gauche a intégré cette vision. En 2004 par exemple, un rapport interne du PS expliquait l'échec à la présidentielle de 2002 par l'impact de Mai 8 conduisant à un « *relativisme culturel destructeur* », délégitimant la « *demande d'ordre et de sécurité* », ce qui aurait rendu impossible un projet commun à l'ensemble de la société.

Du même avis, le « nègre » de Sarkozy, Henri Guaino, déclarait sur France culture le 22 décembre dernier : « *La génération de Mai 68 a fini par prendre le pouvoir, elle ne l'a plus lâché. Mais quand vous détruisez, vous attaquez la morale en tant que telle, quand vous vous attaquez à l'État qui est la seule force opposable au marché, quand vous vous attaquez à toute forme d'autorité, à toute forme de hiérarchie des valeurs, vous préparez cette société dans laquelle il n'y a plus que le fric, le repli sur la sphère privée, l'individualisme absolu.* »

Entre domination et contrôle.

Pourtant, 40 ans après, si l'on peut parler de la fin d'une société de domination, ce n'est que pour évoquer son remplacement par une société de contrôle. L'après 68 est marqué par une vraie bataille sociale, entre une droite rapidement convertie au néo-libéralisme (Pompidou, puis surtout Giscard) et des mouvements sociaux nouveaux, réorganisés sur des bases libertaires, écolo, autogestionnaires... Le CNPF (ancêtre du Medef) se réorganise, fait un gros travail de communication, le pouvoir reprend en main les facs facilitant l'institutionnalisation de la masse des enseignants précaires très agités en 68. Chacun et chacune d'entre nous intégrant désormais les valeurs d'un capitalisme néo-libéral qui nous transforme profondément, la répression, les dominations deviennent superflues. L'illusion d'autonomie individuelle induite par les nouvelles formes de travail (fin du taylorisme) remplace la matraque. « *Cela implique notamment que chacun soit capable d'assumer par lui-même l'ensemble des injonctions des rapports capitalistes de production; par exemple, qu'il soit capable de faire valoir par lui-même ses propriétés, aussi bien subjectives (ses qualités, ses aptitudes, ses talents, son savoir) qu'objectives (sa fortune, ses relations sociales, ses positions institutionnelles) dans le jeu de la concurrence sur le marché* »⁽⁶⁾.

L'autorité sociale s'exerce désormais par un contrôle plus distant, mais aussi plus déshumanisé. Les caméras de surveillance, les boîtiers sonores anti-jeunes remplacent la police et l'autorité paternelle pour imposer un comportement normé. Mais face à l'inefficacité de ce modèle de contrôle social pour répondre à « l'insécurité » (dont l'origine réside surtout dans l'expression délictuelle ou criminelle des frustrations nées de la société de consommation néo-libérale), les vieilles for-

mes d'autorité doivent être re-légitimées par un pouvoir qui entend utiliser autant que nécessaire la force répressive.

L'alternative enfin ?

Ayant tous compris que la réflexion rationnelle en terme de « coût/bénéfice » est la plus valorisée, la plus respectable, nous l'appliquons à tous les domaines de notre vie sociale, mêmes les plus intimes (vie familiale, amoureuse). Nous en arrivons donc à intégrer nous même les objectifs qui nous sont demandés dans le travail à en prendre la responsabilité nous-mêmes, sans avoir besoin d'un petit chef. Le cadre n'est plus tant le chef, qui encadre des subordonnés, mais l'expert, le technicien détenant des compétences lui permettant d'assumer seul une part, plus ou moins grande, de la responsabilité dans le travail. Les formes de travail modernes, qui ne sont toutefois pas les seules, laissent désormais plus d'autonomie au travailleur ou à l'équipe, répondant de façon purement formelle à des aspirations individuelles libertaires.

C'est bien sur ces aspirations, cette autonomie, que peuvent se construire des contre-modèles autogestionnaires, des mouvements sociaux égalitaires auto-organisés, des projets révolutionnaires débarrassés des hiérarchies cléricales de types léninistes. L'espoir suscité par mai 68 semble encore suffisamment mobilisateur pour obliger le pouvoir à s'attaquer à cet événement. Nous ne sommes sans doute qu'à l'aube d'une période ou s'ouvre à nouveau, après 3 décennies de contre révolution libérale, un vaste champ des possibles. Le néo-libéralisme devient désormais tellement dominant qu'il impose aux vues de tous et toutes ses limites (inégalités décuplées, délabrement des équipements collectif, précarisation généralisée des conditions de vie, etc.) et nous obligera bientôt à inventer des alternatives. Il faut plus que jamais réfléchir à ce que nos prédécesseurs ont su inventer, ou juste ébaucher, pour répondre aux exigences de justice sociale et de liberté.

(1) Dominique Memmi, « Mai 68 ou la crise de la domination rapprochée », in *Mai Juin 1968*, Editions de l'Atelier, 2008.

(2) Titre emprunté à Alain Bihr, *Du grand soir à l'alternative - Le mouvement ouvrier européen en crise*, Editions de l'Atelier, 1991.

(3) Edgar Morin, Claude Lefort, Jean-Marc Coudray (Cornélius Castoriadis), *Mai 1968, la brèche ; premières réflexions sur les événements*, Fayard, juin 1968. Réédition augmentée en 1988 et en 2008.

(4) Jacques Baynac, *Mai retrouvé*, Robert Laffont, 1978.

(5) Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Complexe, 2005.

(6) Alain Bihr, « L'individu assujéti », in *La novlangue néolibérale*, Editions Page deux, 2007, page 95.

Combattre pour la dignité ouvrière

par un OS de Peugeot Sochaux, après 30 ans de chaîne

C'est très important de transmettre les traditions de luttes. On nous rabâche que les temps ont changé, que les conditions de travail ont évolué. Moi, j'affirme qu'elles sont pires aujourd'hui. On nous dit qu'il faut vivre avec son temps, qu'il faut s'adapter.

Les patrons ne se sont pas mis à faire des cadeaux à ces « bons petits ouvriers ». Les congés payés, la sécurité sociale, le contrat de travail, tous les droits des travailleurs ont été arrachés par de longues luttes. Des luttes violentes, avec des morts.

A propos des morts, le travail salarial, dans son train-train quotidien, est responsable de plus de 800 morts par an en France ...sans parler des suicides hors usine, bureau ou service ...sans parler des dépressions, des ménages bousillés à cause du travail.

Travaille et ferme ta gueule = t'es déjà mort. Il n'y a rien à perdre à l'ouvrir, sa gueule.

Avoir honte d'être OS, de rester en bas de l'échelle sociale ? Au contraire. Je mets les mains dans la merde. J'ai des ampoules aux doigts. J'ai mal au dos et j'exige autant de respect qu'un directeur ou qu'un technocrate. Après, il y a la façon de réclamer la dignité. Il y a plus de chances qu'une « gueulante » collective soit plus efficace qu'une « gueulante » individuelle. Le rôle du petit chef sera d'éteindre au cas par cas la propagation de la révolte : promesse, petite prime, menace ... La « gueulante » collective n'est pas simple. Avant, il y avait le clivage ouvrier spécialisé (OS)/ ouvrier professionnel (OP). Maintenant, c'est ouvrier embauché en contrat à durée indéterminée (CDI) contre ouvrier intérimaire jetable (en CDD).

L'individualisme est arrivé en même temps que la précarité.

La galère des jeunes. Beaucoup de jeunes diplômés sont cloués au chômage ou sont obligés d'accepter des boulots de merde. La jeune génération n'a pas de repères de luttes. Nous n'avons pas su leur transmettre. Ils voient leurs pères usés par le boulot. Pour eux, la politique c'est du pipeau. Même chose pour le syndicalisme. Ils n'ont pas vraiment tort.

Dans les quartiers, le tissu relationnel s'est désagrégé. Ceux qui peuvent partent habiter à la campagne. Ils déplacent leurs problèmes sans les résoudre et ils en créent d'autres. Les HLM de-

viennent des ghettos. Les jeunes masquent le vide en portant des fringues de marque. *Consomme, tu seras un homme !* La pub n'a pas fini de faire des ravages.

Mais, pour consommer, il faut du fric. Combien de milliers de gamins qui tapent dans un ballon pour un Zidane ? Pratiquer un sport (et ne faire que ça) évite de réfléchir sur sa condition sociale. Comme la religion, le sport est un bon frein à l'ouverture d'esprit. Pourquoi je parle de sport ? Parce que le travail à la chaîne est un sport violent. Il faut lutter contre cette saloperie mécanique qui avance, lutter contre les collègues fayots, lutter contre les chefs qui veulent nous faire bosser toujours plus vite. Première agression de la journée : le réveil-matin. On termine sa journée complètement vidé.

Le travail comme finalité de la vie ? Durant des décennies, nos décideurs et politicards nous ont persuadé que le travail était la valeur centrale. En réalité, bosser n'est qu'une partie de l'activité humaine. Reste à ne pas s'épuiser au travail afin de profiter du temps qu'il reste pour s'occuper autrement : reticoter le tissu social, militer, lire, se balader, ne rien faire.

C'est tout de même une sacrée contradiction toutes ces machines modernes, ces robots, ces ordinateurs et ces petits bonhommes, ces petites bonnes femmes, tous ces salariés rivés dessus, dépendants de la machine pour le seul profit des actionnaires. Ce n'est même

plus un patron. Ce sont des actionnaires qui n'en ont rien à foutre de ce qui se produit dans telle usine. Leur unique souci est d'empocher toujours plus de bénéf's.

La tendance est à exiger du rendement des enseignants, des infirmières. **Stop ! Renversons la vapeur.** Travaillons puisque c'est nécessaire pour croûter, mais juste ce qu'il faut, et en réclamant à être payés au juste prix. Les caisses ne sont pas vides pour tout le monde.

Ne comptons pas trop sur les leaders syndicaux (partenaires !). **L'alternative ne peut venir que de la base.** Il doit être possible de créer des passerelles entre les différentes corporations, de former des coordinations pour qu'enfin, tous ensemble ! Tous ensemble, nom de Dieu ! on fasse le ménage salubre.

Voilà pour les grandes lignes, pour le lendemain qui chante. Pour le concret, au quotidien, c'est sans cesse jongler avec le rapport de force. Pouvoir tenir tête. Se rebiffer sans aller jusqu'au point de rupture : la porte. Il n'y a pas de recette. **Entretenir au fond de soi, la notion de contestation** est une bonne base de départ.

Hubert Truxler (alias Marcel Durand) le 11.04.2008

Auteur de «*Grain de sable sous le capot*» édition Agone

Avec les "Amis de l'Emancipation sociale"

Les Amis de l'Emancipation sociale (AES) participe à l'élaboration d'A Contre Courant. Ils organisent aussi de nombreuses conférences-débats en Franche-Comté, comme celle organisée en avril dernier à Belfort sur le thème "*Combattre pour la dignité ouvrière*" avec Hubert Truxler.

Ces conférences-débats (avec parfois projection d'un film) peuvent donner lieu à un article qui paraît dans ACC, comme celui de cette page, paru dans le n° 194.

Quand les dates de parution d'ACC le permettent, ces conférences débats peuvent être annoncées. Elles le sont, et de manière plus rapide et systématique sur le site acontrecourant.info où vous pourrez déjà trouver le programme de conférences envisagé pour toute la saison 2008-2009.

Où vont les richesses produites par votre travail à Peugeot SA ? Au PDG, M. Streiff = 5 796€ par jour !!!

Déjà publié
dans le n° 195

Vous ne le croyez pas ?

Et pourtant ...

Ce chiffre et ceux, tout aussi hallucinants, que vous trouverez ci-dessous sont extraits :

- du rapport de l'expert-comptable sur les comptes 2007 de PCA (Peugeot Citroën Automobiles), établissements de Sochaux, Mulhouse, Rennes, Poissy, Aulnay, etc...

- et du document officiel de référence 2007 du groupe PSA (qui comprend PCA, Faurecia, GEFCO et leurs filiales dans le monde) soumis à l'Assemblée des actionnaires du 28 mai.

Ces chiffres sont donc officiels et vérifiables sur le site psa-peugeot-citroen.com rubrique actionnaire chapitre info réglementée AMF.

M. Folz se servait bien ...

En 2007, M. Folz a été président du Directoire PSA du 1^{er} janvier au 5 février. Pour ce mois d'activité, il a touché une rémunération de **94 011 €** (p. 37 du doc de référence 2007). Il a donc touché **2 611 € par jour**, samedis, dimanches et fériés compris. Il a ensuite touché une prime de départ en retraite de **920 901 €** (p. 313). PSA lui garantit à vie une retraite égale à la moitié de la moyenne de ses 3 meilleures années soit une garantie d'environ 700 000€ par an. Vous n'avez pas fini de payer pour lui !

... M. Streiff se goinfre !

M. Streiff, PDG à partir du 6 février, a touché en 2007 une rémunération de **1 906 861 € (1,9 million d'euros)** (p. 37). La bagatelle de **5 796 € par jour**, samedis, dimanches et fériés compris !!! Par rapport à Folz, l'augmentation est de 122 %. Presque aussi fort que Sarkozy ! Et c'est lui qui, en arrivant, a bloqué nos salaires, les embauches, les budgets. C'est lui qui supprime les emplois au nom des économies à faire sur la masse salariale !!! Au nom des économies, on nous chipote une paire de gants au Ferrage, on ne peut pas avoir de chaussures de sécurité convenables au Montage, et partout, les budgets sont réduits à la portion congrue. Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! Je m'empiffre, serrez vous la

ceinture !!

Stock-options en primes

En plus des 1,9 million d'euros, M. Streiff s'est attribué **140 000 stock-options** (p. 38)

Les stock-options, c'est le droit accordé à quelques dirigeants de disposer d'actions de l'entreprise, à un prix fixé une fois pour toutes. Si la valeur de l'action descend : le dirigeant ne fait pas valoir son droit et cela ne lui coûte rien. Si la valeur de l'action monte : le dirigeant prend les actions auxquelles il a droit et les revend immédiatement au prix fort. Il empoche la différence. C'est donc une loterie où l'on ne paie le billet que lorsqu'il est gagnant !

Exemple : en 2007, M. Saint Geours (PDG de la marque Peugeot, **aujourd'hui président de l'UIMM**) a «levé» les 21 000 stock-options qui lui avaient été attribuées à 21 € en 1999. Le cours de l'action PSA étant à 45 €, il a encaissé, sur le dos de l'entreprise, une plus-value de 21 000 x (45-21) = 504 000 €

Jetons de présence

Les membres du Conseil de surveillance PSA ont une rémunération fixe et, en plus, une prime de présence de 5 à 10 000 € à chaque fois qu'ils participent à une réunion du Conseil. Thierry Peugeot a ainsi touché en 2007 = 457 000 €. Jean-Philippe, Robert, Bertrand et Roland Peugeot sont aussi bénéficiaires de ces jetons de présence. Une affaire de famille ! Le baron Seillière n'a eu que 27 000 € mais il faut dire qu'il ne peut pas assister aux réunions car il est en même temps patron de l'UNICE (Medef européen), patron de De Wendel, président de la Société lorraine de Produits sidérurgiques, membre des Conseils de surveillance de Veritas, Hermès, Editis, Gras-Savoie, Oranje Nassau ... Son inscription au Conseil de surveillance PSA, c'est seulement pour l'argent de poche !

76 millions € à la poubelle

En 2007, M. Streiff a pris 75,8 millions d'euros dans les caisses de l'entreprise pour racheter en bourse 1 250 000 actions PSA et les détruire. Le rachat d'actions est une opération financière qui consiste, pour une entreprise, à racheter ses propres actions à la Bourse, puis à les annuler. La diminution du nombre d'actions a deux conséquences : cela fait monter le cours (la valeur) des actions restantes et cela augmente le dividende par action. Depuis 1999, c'est 2,7 mil-

liards € que MM. Folz et Streiff ont ainsi détruits pour le seul profit des gros actionnaires !

Un silence assourdissant

Les trafics de la Direction PSA avec la caisse noire de l'UIMM (0,5 million contre la grève d'Aulnay), sont camouflés dans l'opacité de la comptabilité. Bien malin qui pourrait les retrouver, d'autant que la Direction refuse obstinément de répondre à toutes les questions CGT sur ce sujet.

D'autres chiffres choquants

Pillage de la Sécu. Peugeot-Citroën Automobiles (non compris Faurecia et GEFCO) a bénéficié en 2007 de 32,9 millions € d'exonérations de cotisations de Sécurité Sociale (dites exonérations «bas salaires»). Moins on est payé, plus la Direction bénéficie d'exonérations et plus la Sécu boit le bouillon !

Qui va payer le paquet fiscal ? La taxe professionnelle payée pour Sochaux, Mulhouse, Poissy, Rennes, Aulnay ... est passée de 112 millions € en 2006 à 75 millions en 2007, soit une baisse de 33 %. L'expert-comptable indique que cette baisse d'impôt de 37 millions est le résultat de la «réforme» de la taxe professionnelle. A votre avis, comment les communes concernées vont-elles compenser ce manque à gagner ?

Des propositions scandaleuses

M. Streiff propose à l'assemblée des actionnaires PSA le 28 mai

- de verser **351 millions € de dividendes** (+ 11% aux actionnaires)

- de l'autoriser à prendre en 2008 jusqu'à **1,1 milliard d'euros** dans les caisses de l'entreprise pour effectuer le rachat de 17 000 000 actions PSA, pour des détruire

- d'attribuer 2 500 000 stock-options aux principaux dirigeants de l'entreprise en plus de leur rémunération « habituelle»

Ces propositions sont totalement scandaleuses. **Il est temps de se faire entendre pour une meilleure répartition des richesses que nous produisons**, et l'augmentation des salaires de 300 €.

CGT du site de Peugeot Sochaux

mai 2008

Comme chaque «aqua-citoyen» vous avez certainement été destinataire d'un questionnaire dans le cadre d'une consultation nationale sur la politique de l'eau.

Un de nos lecteurs a réagi à cette opération de «démocratie participative» en rappelant son contexte, les lâchetés qu'elle camoufle, et... qui va payer. Nous avons publié cette réaction dans notre numéro 196.

La nouvelle loi sur l'eau : une réelle réforme ?

La Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) d'octobre 2000 invitait les états membres à repenser leur politique de l'eau afin de parvenir, en 2015, à un «bon état écologique» des eaux de surface et à un «bon état chimique» des eaux souterraines. Mais, en France, dès 1997, la Cour des comptes, le Commissariat général du Plan et le Ministère de l'Environnement avaient dénoncé les carences et les dysfonctionnements des services publics de l'Eau et avancé la nécessité d'une réforme de la Loi sur l'Eau de 1992.

Cette réforme, en application avec la DCE, eut un accouchement long et laborieux, suite à des changements de gouvernement. En 2003, institutions et associations planchèrent sur la question. En 2005, un premier projet de loi émanant du Ministère de l'Écologie du moment, fut débattu par le Sénat qui l'amenda de façon réactionnaire avec certaines mesures allant à l'encontre de la DCE et étant en retrait de la Loi de 92. Après des allers-retours Sénat-Parlement, la nouvelle Loi sur l'Eau fut enfin votée le 30 décembre 2006.

Il reste à élaborer, maintenant, les mesures d'application de la Loi avec des SDAGE (Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux), propres à chaque bassin administratif.

Dans le Bassin Adour-Garonne un projet de SDAGE a été ficelé en 2007 de façon guère démocratique (les «commissions géographiques» ayant été remplacées par des petits comités: les «commissions territoriales»). Et nous voilà repartis pour une nouvelle «consultation du public» avec des «Forums de l'eau», un «bus de l'eau» et un questionnaire, en principe, déposé dans chaque boîte à lettres.

Ayant participé au premier forum, pour le bassin de l'Adour, à Mont-de-Marsan, le 9 juin, je livrerai mes premières impressions sur cette réforme en cours de mise en application.

La nouvelle loi sur l'Eau et ses SDAGE en préparation me paraissent n'être qu'une réécriture de la Loi de 92. A l'heure où les pollutions aquatiques ne cessent de croître (voir les PCB rendant le poisson inconsommable dans le Rhône, dans les grands lacs alpins, dans la Seine...), à l'heure où les crues sont toujours dévastatrices, à l'heure où l'eau continue à être gaspillée (principalement avec l'irrigation des grandes cultures,

surtout celle du maïs), on n'ose toujours pas prendre les mesures draconiennes qui s'imposent. On n'ose pas interdire purement et simplement les rejets polluants des établissements «classés» qui



restent soumis à autorisation. On n'ose pas imposer sur tout le territoire français la «Directive Nitrates» et les mesures agro-environnementales pour réduire les pollutions agricoles diffuses. On n'ose pas promouvoir l'agriculture biologique et l'agroécologie qui les supprimeraient véritablement. On n'ose pas augmenter les (très faibles) redevances d'irrigation, ce qui obligerait les irrigants à économiser l'eau ou à opter pour des cultures sèches. On n'ose pas, en Adour-Garonne, supprimer les dépôts miniers et industriels qui polluent en métaux lourds les Gaves et le Lot. On n'ose pas réaliser un réel entretien et des aménagements écologiques des cours d'eau pour prévenir les inondations...

La France est en train de traîner les pieds pour ne pas respecter, intégralement, les objectifs de la DCE. On parle d'un «report des délais» (pour la datebutoir de 2015) à 2021, voire 2027! Un «programme de mesures» (anti-pollutions) (PDM) est toutefois envisagé pour respecter tant soit peu la DCE, mais à partir de 2010. Le coût de ce PDM est évalué à 4 milliards d'euros sur 6 ans pour le Bassin Adour-Garonne. Mais ce budget sera alimenté, essentiellement, ... par nos factures d'eau! «Il faut s'attendre à une augmentation des factures d'eau» déclare froidement un techno-

crate. C'est pourquoi le beau questionnaire, distribué à chaque «aqua-citoyen», comprend une question avec les réponses fournies: «quelle augmentation vous paraîtra acceptable?». Réponses à cocher: moins de 10 euros par an, de 10 à 20 euros, etc. C'est vraiment se moquer du monde, alors que l'objectif devrait être la diminution des factures d'eau et l'accès gratuit à l'eau potable pour les personnes démunies, en accord avec les résolutions des derniers forums mondiaux sur l'Eau ou sur l'environnement.

Autre raison, en Adour-Garonne, d'augmenter les factures d'eau: la gestion budgétaire catastrophique de l'Agence de l'Eau. L'Agence a utilisé sa trésorerie (alimentée essentiellement par les redevances des simples usagers) pour financer des barrages-réservoirs d'irrigation, pour financer la dépollution agricole (via le PMPOA, Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole) et la dépollution industrielle, au détriment de ses missions primordiales: l'obtention et la distribution de l'eau potable, l'épuration des eaux usées domestiques. L'Agence de l'Eau Adour-Garonne accuse, à présent, un trou financier pour ce dernier secteur. Pour s'en sortir: un emprunt...

Les SDAGE devraient être adoptés définitivement en 2009. Il nous faut, particuliers et associations, élaborer des contre-propositions pour une véritable réforme de la gestion de l'Eau et des milieux naturels aquatiques. Critiques et propositions doivent être communiquées, dans chaque bassin administratif (Adour-Garonne, Seine-Normandie, Loire-Bretagne, etc.), au Président du Comité de Bassin et au Directeur de l'Agence de l'Eau. Personnellement, je vous déconseille d'utiliser le questionnaire diffusé, lequel constitue une parodie de démocratie participative.

Henry Chevallier

L'auteur de cet article, Henry Chevallier, est aussi celui d'un ouvrage paru aux Editions Ellébore-Sang de la Terre et intitulé "L'Eau, un enjeu pour demain - Etat des lieux et perspectives".

Pour résister plus il faut s'abonner plus !

Il paraît que les Français n'ont pas le moral. Ce sont les sondages qui le disent. On aurait pas vu pareille déprime depuis plus de vingt ans !

Vous dire que l'équipe d'ACC a le moral au plus haut serait excessif. Ça va faire vingt ans, justement, qu'on rame à contre courant. Et ce n'est pas facile. Vous dire que le contenu de notre bulletin va vous rendre euphorique serait tout aussi excessif. On n'est pas tristes par nature, non. Mais on s'oblige à décrire les choses telles qu'elles sont. Et elles ne sont pas toujours drôles.

Pour "vendre" du papier il faudrait positiver. Emotions, paillettes, délires, mysticisme, fortement imprégnés de balivernes libérales, voilà ce qui paie.

Quand Johnny annonce qu'il va faire sa tournée d'adieu, des dizaines de milliers de billets s'arrachent des mois à l'avance. Les places de spectateurs dans les stades se vendent très bien aussi. Quand Sarko déversait ses salades pendant sa campagne, l'UMP faisait un millier d'adhérents **par jour**...

Un millier ? C'est à peu près le nombre de nos abonnés après **vingt ans** de parution ! La presse people, elle, voit ses tirages exploser. Désespérant ? Oui, parfois. Mais il faut d'abord y voir un effet de l'idéologie dominante, celle que la classe dominante diffuse pour perpétuer sa domination sur les esprits; une fois formatés, ils deviennent rétifs aux points de vue non conformes, fussent-ils rationnels. Les fadaïses et niaiseries libérales de Sarko et Johnny attirent, tandis que la rationalité à contre courant fait fuir.

Et quand s'estompe l'effet euphorisant du brouillard idéologique, l'envie de révolte - ou simplement de comprendre comment et pourquoi on s'est fait berné - reste exceptionnelle.

Et pourtant, comment s'en sortir sinon en résistant, en cherchant à mieux comprendre ce qui reste caché ? Pour partager ensuite informations et analyses qui ne peuvent devenir subversives qu'une fois largement diffusées.

S'abonner à la presse alternative, aider à l'élargissement de son audience, c'est contribuer à entretenir ces pôles de résistance sans lesquels les combats contre le système qui nous écrase risquent encore une fois d'être perdus et deviennent même improbables.



Si vous le pouvez, merci de nous indiquer ci-dessous nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC :

Avec mention de votre nom, nous leur ferons parvenir deux exemplaires et une invitation à s'abonner.

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

A adresser à : **A CONTRE COURANT**

BP 2123 68060 MULHOUSE cedex

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Abonnement pour un an (10 n°) :

(_) SIMPLE : 10 €

(_) de SOUTIEN : €

Chèque à l'ordre de : **A CONTRE COURANT**

Par internet aussi...

Celles et ceux qui disposent d'internet pourront diffuser la version PDF du présent fac-similé; nous l'enverrons sur simple demande adressée à : courrier@acontrecourant.org.

Ils pourront aussi, en se rendant sur notre site acontrecourant.info télécharger et diffuser d'anciens numéros disponibles en accès libre.

Faites circuler, c'est pour la bonne cause !

Merci de faire circuler cet exemplaire auprès de ceux qui ont gardé (ou qui voudraient retrouver) un certain esprit critique. Peut-être y trouveront-ils le moyen de l'aiguiser encore par la lecture d'infos et d'analyses à contre courant !

Si vous disposez d'internet, vous pouvez vous adresser par courriel à courrier@acontrecourant.org pour demander la version électronique du présent numéro. Nous vous l'enversons gratuitement en version PDF (400 ko environ) pour diffusion autour de vous.

Depuis 17 numéros, à raison de deux articles par numéro, Dédé a anticipé, en l'illustrant, le nouveau "Code Parisot du travail". A son grand désespoir, ses propositions ont été retenues et codifiées !... Et sans illustration !

Ci-dessous l'article 34, paru dans le n° 196 d'ACC.

Article 34 : L'accord d'entreprise



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0208 G 87630

A CONTRE COURANT
 (service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
 DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 14/08/2008

Sommaire

- Page 1 Edito : Penauds, polis et pitoyables
 Page 2 et 3 Défaite du journalisme indépendant
 Page 3 La vie des autres, avec EDVIGE
 Page 4 Un cocufiage en règle
 Page 5 et 6 40 ans mais plus toutes ses dents
 Page 6 Au sommaire des derniers numéros d'ACC
 Page 7 à 9 ... Mai 68 : Obscurité d'un événement mis en lumière
 Page 10 Combattre pour la dignité ouvrière
 Page 11 Où vont les richesses produites à Peugeot ?
 Page 12 La nouvelle loi sur l'eau : une réelle réforme ?
 Page 13 Pour résister plus il faut s'abonner plus !
 Page 14 Faites circuler, c'est pour la bonne cause !
 Page 14 Dédé illustre le code Parisot du travail

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : www.acontrecourant.info
 Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE